

## AVIS TECHNIQUE

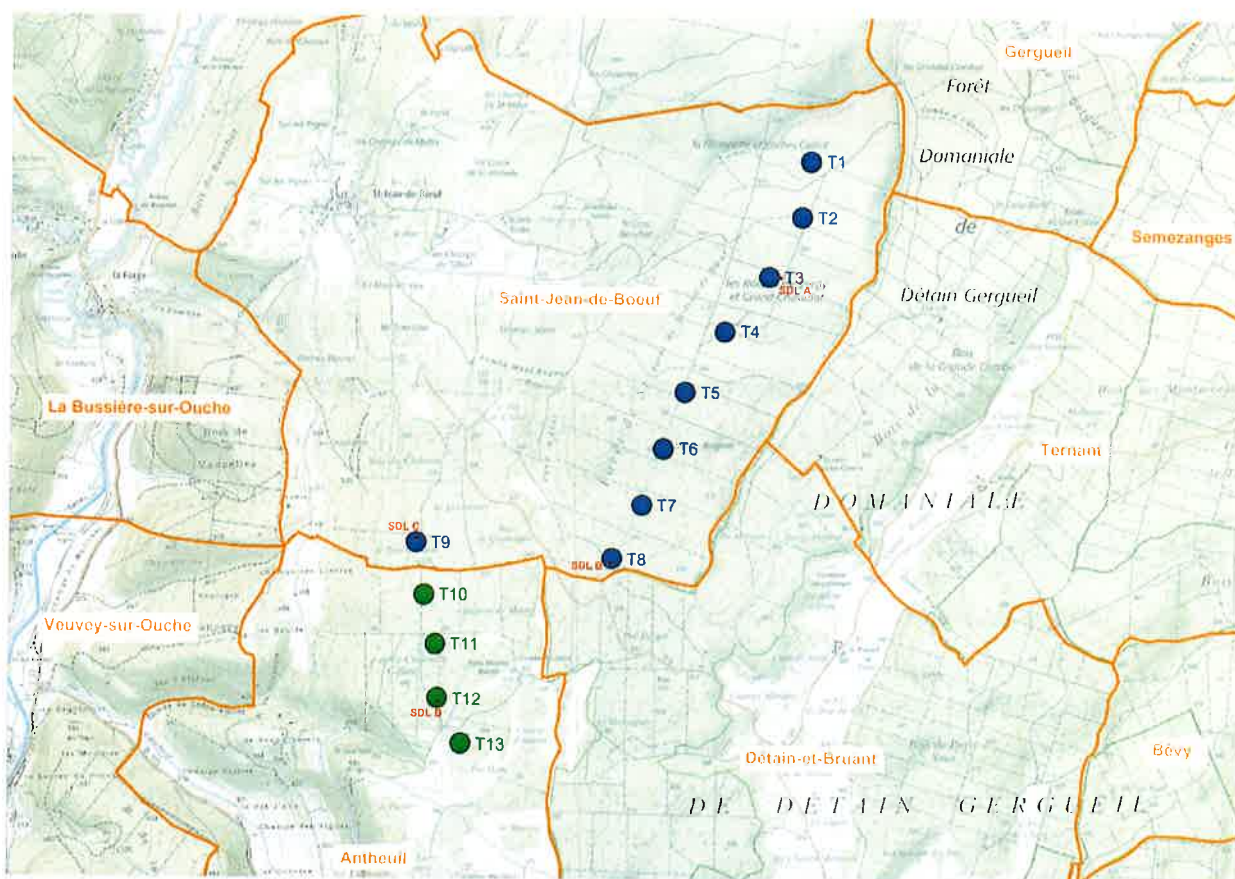
### Projet de parc éolien des « Grands communaux »

#### Zone de Protection Spéciale « Arrière côte de Dijon et de Beaune »

#### Communes d'Antheuil et Saint Jean de Bœuf (21)

#### Résumé du projet :

- **Porteur du projet** : C.E.P.E. Grands Communaux – Société Q ENERGY France
- **Objet** : Construction et exploitation d'une centrale éolienne sur les communes d'Antheuil et Saint Jean de Bœuf – Implantation de 13 aérogénérateurs de 180m maximum + aménagements inhérents (pistes d'accès, réseaux de raccordement, postes de livraison, etc).
- **Situation du projet** : Communes d'Antheuil et Saint Jean de Bœuf, lieux-dits Charmille Galant, Le Cheneau, Les Combes et la Forêt, Le Fierlet, La Fontenotte et Roche Caillot, Les Grands Communaux, Les Lingères et Combes Main, Monts Rognon et Fond d'Avot, Le Petit Chegnot, Les Roches de Vergy et Grand Chaumot.
- **Milieus concernés** : Parcelles forestières appartenant à la forêt communale d'Antheuil, à la forêt communale de Saint-Jean-de-Bœuf et au Groupement Forestier de Liot et Daviot. Les deux forêts communales sont soumises au régime forestier. Les accès prévus pour l'acheminement des convois en phase chantier sont situés sur des secteurs agricoles de pâture et de cultures céréalières au niveau de Crépey sur la commune d'Aubaine, mais également en forêt communale de Bouilland et d'Aubaine et en forêt domaniale de Détain-Gergueil.
- **Surface du projet** :
  - o Plateformes permanentes : 37 900m<sup>2</sup>
  - o Aires de chantier temporaires : 42 620m<sup>2</sup>
  - o Linéaires d'accès : 1 960ml à créer ; 4 870ml à améliorer ; 10 630 ml existant
  - o Emprises aménagées pour les accès : 37 450m<sup>2</sup>
  - o Défrichement : 9,96ha
  - o Linéaire de raccordement électrique : 5 160ml
    - ➔ Emprises totales = 133 790m<sup>2</sup> (dont 121 180m<sup>2</sup> à défricher)
    - ➔ Emprises maintenues artificialisées pendant l'exploitation : 64 040m<sup>2</sup> (dont 59 170m<sup>2</sup> en forêt)
- **Site Natura 2000 concerné** :
  - o Situé en intégralité dans la Zone de Protection Spéciale « Arrière Côte de Dijon et de Beaune » (FR2612001) , classée Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux
  - o Situé à proximité immédiate de la Zone Spéciale de Conservation « Les habitats naturels de l'Arrière côte de Beaune », classée Natura 2000 au titre de la Directive « Habitats, faune, flore »



Zone d'implantation du projet – Source : Dossier de Demande d'autorisation environnementale – CEPE Grands Communaux

Le service Milieux Naturels de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud, structure animatrice des sites Natura 2000 de l'« Arrière côte de Dijon et de Beaune » et des « Habitats naturels de l'arrière côte de Beaune », souhaite donner un avis technique sur le projet d'implantation de parc éolien porté par la société CEPE Grands Communaux sur les communes d'Antheuil et de Saint-Jean-de-Bœuf. Après un examen attentif du projet, une consultation des partenaires techniques et des bases de données espèces/habitats disponibles sur le secteur, et au vu des enjeux environnementaux sur la zone d'implantation prévue, le service Milieux Naturels de la Direction Environnement de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud souhaite attirer l'attention sur les points suivants.

### 1. Situation au sein d'espaces naturels protégés

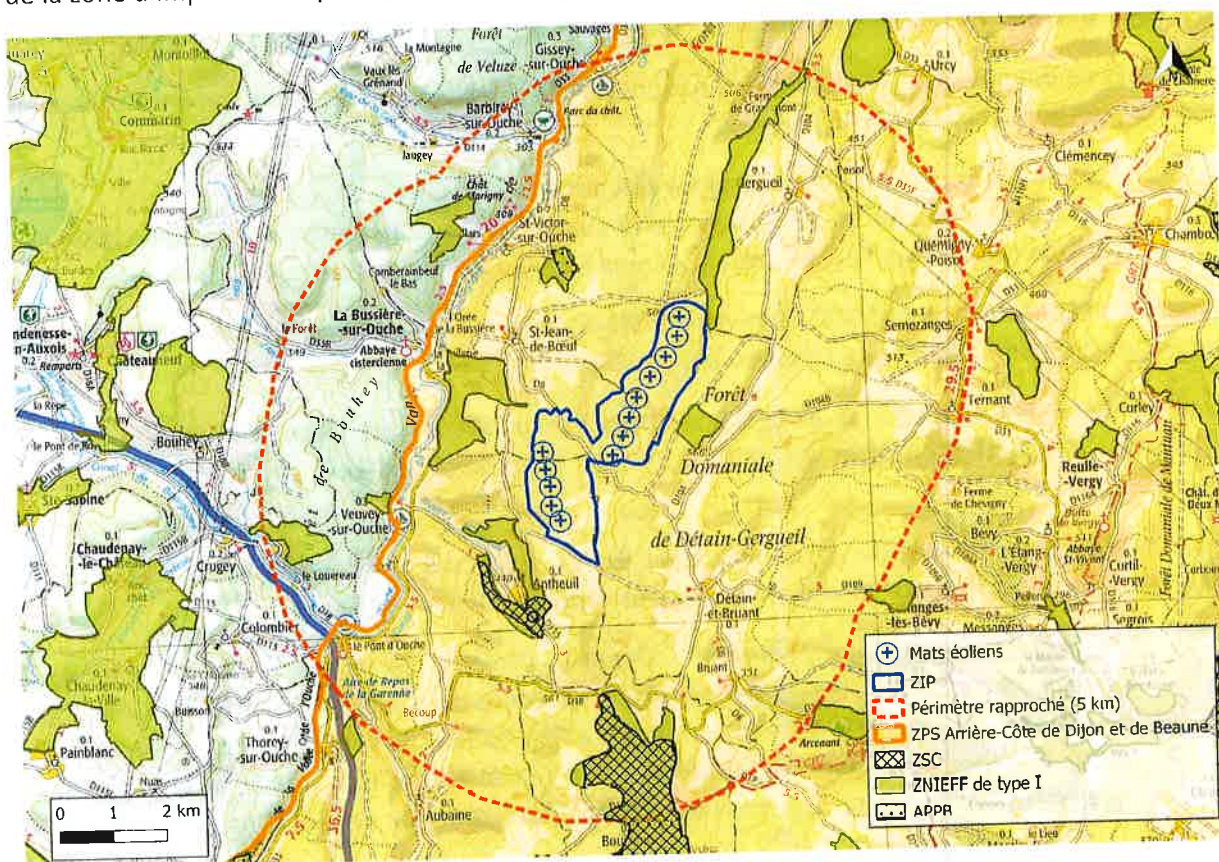
Le projet éolien des Grands Communaux est situé en totalité au sein du site Natura 2000 « Arrière côte de Dijon et de Beaune » classé en Zone de Protection Spéciale au titre de la Directive Européenne « Oiseaux ». Les enjeux de l'implantation de ce projet sont donc liés aux oiseaux, mais également aux habitats naturels qui constituent des habitats d'espèces pour l'avifaune (habitats de nidification, zone de chasse, etc). A noter que près de 80% de l'aire d'étude rapprochée se situe au sein de la ZPS.

Le projet se situe également à proximité directe de la Zone Spéciale de Conservation des « Habitats Naturels de l'Arrière côte de Beaune », notamment à proximité des entités de la grotte et du ravin d'Antheuil et de la Vallée du Rhoin. Cette zone est classée Natura 2000 au titre de la Directive Européenne « Habitats, faune, flore » en raison de la présence d'habitats remarquables jugés d'intérêt communautaire et d'enjeu européen, mais également en raison de la faune qu'il abrite (hors avifaune).



C'est notamment le cas des chiroptères, dont plusieurs espèces à enjeu ont pu être identifiées au cours des différents inventaires menés sur la zone.

Plus généralement, la superposition de nombreux périmètres de protection environnementaux (2 sites Natura 2000, 9 Zones d'Intérêt Environnemental Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type I, un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)) témoigne de la **richesse et de l'intérêt environnemental** de la zone d'implantation prévue, tant d'un point de vue faunistique que floristique.



Situation du projet par rapport aux différents zonages environnementaux – Source : LPO BFC – Etude avifaunistique projet éolien « Grands communaux » (2021).

Nous tenons à souligner la nécessité de la prise en compte de ces espaces naturels protégés dans tout aménagement du territoire tels que l'implantation de parcs éoliens, qui plus est dans un périmètre dédié à la protection de l'avifaune et des chiroptères.

Ces sites ont en effet été désignés en raison de la présence d'espèces et habitats à fort enjeu, et présentent donc une responsabilité régionale, nationale, mais également européenne vis-à-vis du maintien de leur bon état de conservation. Malgré la proposition de mesures de réduction et de compensation par la pétitionnaire, le projet dans son ensemble est incompatible avec le maintien de l'état de conservation des espèces et habitats ayant justifié la désignation de ces périmètres (voir *argumentaire ci-après*).

## 2. Présence d'espèces à enjeu

Il est à noter que le projet se situe en zone exclusivement forestière, et abrite donc une biodiversité forestière marquée avec des espèces à enjeu et fortement sensibles à un tel projet de parc éolien. Ces grands boisements sont de plus associés à des milieux rupestres remarquables (falaises, cavités souterraines, éboulis...) et des mosaïques de milieux ouverts, friches, fourrés et ourlets, se traduisant par une grande diversité d'espèces patrimoniales et/ou à fort enjeu de conservation. Le secteur est de fait **particulièrement sensible en raison de l'originalité du cortège avifaunistique présent**.

Les bases de données locales, complétées par des inventaires ciblés menés par la Ligue de Protection des Oiseaux, font ainsi état de la présence :

- Près de 150 espèces nicheuses (sur les 185 nicheuses en Côte d'Or).
- Sur ces espèces, plus de 50 appartiennent à une liste rouge nationale ou régionale (35% des espèces connues sur la zone présentent un risque d'extinction plus ou moins élevé).

(Source : VELDMAN A. et al. (2018) - *Expertise ornithologique dans le cadre des projets de parcs éoliens des « Grands communaux » et « Chaumes des communes »*)

Une synthèse des observations et des sensibilités avifaunistiques est disponible dans le rapport réalisation par la LPO en 2021 (ROBERT L. (2021). *Etude avifaunistique. Projet éolien « Grands communaux ». LPO BFC*).

Pour rappel et afin d'appuyer ce dernier, sont listées ci-dessous les principales espèces à enjeu détectées sur ou à proximité immédiate du secteur d'implantation du projet :

- Le **Circaète Jean-le-blanc** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe II Convention de Berne, Annexe II Convention de Bonn, « En danger » sur la liste rouge de Bourgogne. Un nid a déjà été recensé à 4km à l'est de la zone concernée par le projet (LPO, 2020). L'espèce est régulièrement observée en chasse au droit du projet, ce qui l'amènera inévitablement à survoler régulièrement la zone d'implantation des éoliennes.
- Le **Faucon pèlerin** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe II Convention de Berne. 2 à 3 couples présents à proximité, dont 1 se reproduit à 2km environ de la première éolienne (Combe venait à Saint-Jean-de-Bœuf) et 2 sur les falaises de la commune de Bouilland, à environ 3km. A noter que 9 couples sont connus dans la ZPS : 33% de la population du site est concernée par le projet.
- Le **Grand-duc d'Europe** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe III Convention de Bonn, Annexe II de la Convention de Berne. La partie sud du parc éolien impacte les territoires vitaux et aires de reproduction d'au moins 2 couples nicheurs connus sur les falaises de la commune de Bouilland, à 3km environ.
- L'**Aigle botté** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe III Convention de Berne, Annexe II Convention de Bonn, « En danger » sur la liste rouge de Bourgogne. 5 observations dans la zone d'implantation prévue.
- La **Nyctale de Tengmalm** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe II de la Convention de Berne, « En danger critique » sur la liste rouge de Bourgogne. 1 couple détecté en 2017 à moins d'1km du projet (commune de Gergueil). Espèce au bord de l'extinction en Côte d'Or : ce secteur particulièrement favorable à sa présence présente donc une responsabilité vis-à-vis de l'espèce, et la présence d'éoliennes induirait une perte d'habitat et un dérangement pouvant être fatals à la population.



- La **Chevêchette d'Europe** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe II de la Convention de Berne. Contactée à moins de 500m de la zone d'implantation, cette espèce est encore rarissime dans le département. Le projet d'extension du parc éolien présente les mêmes risques de dérangement et de perte d'habitat que pour la Nyctale de Tengmalm.
- Les **Picidés** : 3 espèces de Pics inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux occupent la zone d'implantation prévue (**Pic cendré**, **Pic Noir**, **Pic mar** : Annexe I Directive Oiseaux, Protection nationale, Annexe II Convention de Berne), témoignant de la richesse et de la qualité des massifs boisés du secteur. A noter également la présence du **Pic Epeichette**.

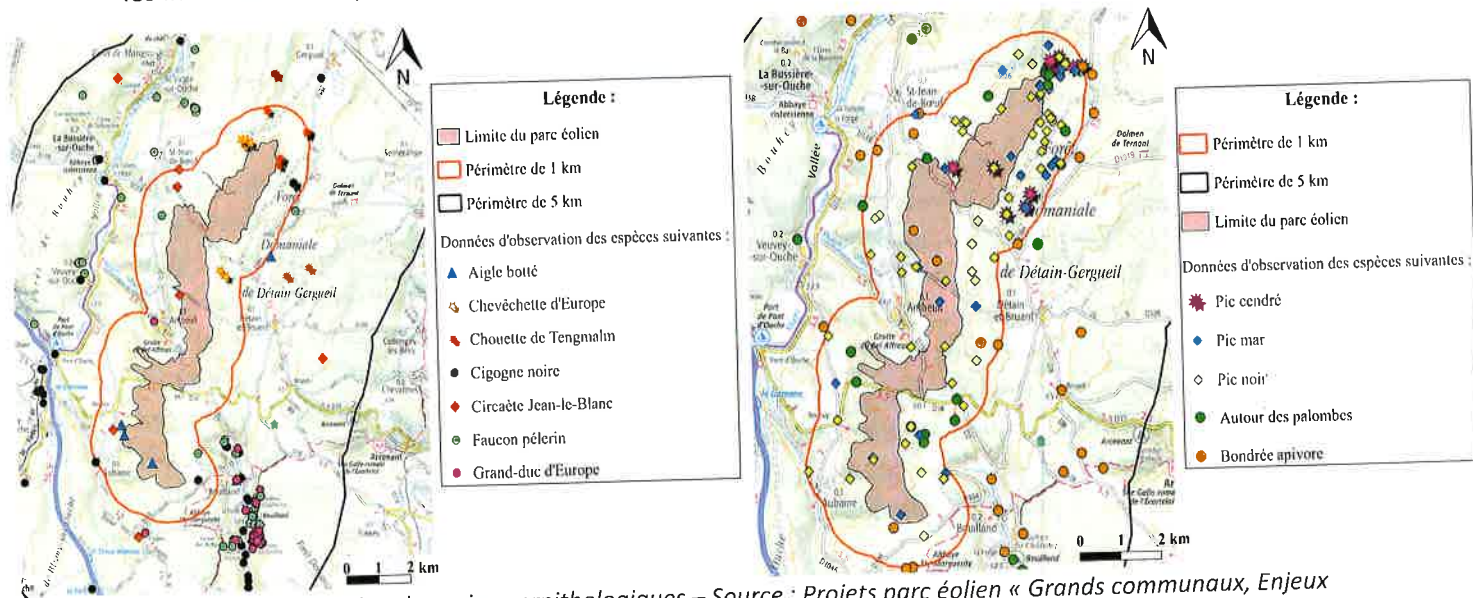
Ce secteur est également régulièrement fréquenté par d'autres espèces inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux, telles que le **Milan royal**, le **Milan noir**, la **Bondrée apivore**, l'**Alouette lulu**, l'**Engoulevent d'Europe** ou l'**Autour des Palombes**.

Dans une étude commandée par l'ex-DIREN Bourgogne « Définition et cartographie des enjeux avifaunistiques vis-à-vis du développement de l'énergie éolienne en Bourgogne » (2007), il est évalué la sensibilité des espèces aux éoliennes, notamment celles présentes au droit du projet :

Espèce	Rayon d'exclusion en km	Hierarchisation de la sensibilité
Aigle botté	5 km	Maximale
	10 km	Moyenne
Cigogne blanche	15 km	Maximale
Cigogne noire	15 km	Maximale
Ruisseaux de gagnage à cigogne noire	1,5 km	Maximale
Circaète Jean le Blanc	5 km	Forte
	10 km	Moyenne
Faucon pèlerin	4 km	Maximale
Grand-duc d'Europe	3 km	Maximale
	7 km	Moyenne
Martinet à ventre blanc	3 km	Forte
Milan royal	5 km	Maximale
	10 km	Forte

Sensibilité des espèces aux éoliennes – Source : Définition et cartographie des enjeux avifaunistiques vis-à-vis du développement de l'énergie éolienne en Bourgogne – DIREN Bourgogne, EPOB, 2015.

La plupart des éoliennes sont présentes au sein du rayon d'exclusion préconisé, comme en témoignent les inventaires complémentaires réalisés par la LPO BFC en 2020 :



Cartes de localisation des enjeux ornithologiques – Source : Projets parc éolien « Grands communaux, Enjeux ornithologiques – LPO BFC, 2020.

Ces données mettent une fois de plus en évidence le fort attrait de la zone pour une avifaune à enjeu et vulnérable face aux éoliennes. Même avec l'application de mesures d'évitement telles que le recul de certaines éoliennes ou leur bridage en période sensible, il apparaît **impossible de conclure à une absence d'impacts ou à un impact négligeable pour ces espèces**, considérant leurs territoires vitaux.

L'étude d'impact indique en effet que « les nids de rapaces les plus proches seraient situés à environ 600m des machines » et en conclut l'absence d'impact alors que cette distance est bien inférieure à la zone d'exclusion minimale préconisée dans le rapport de l'EPOB.

Concernant les chiroptères, ce ne sont pas moins de 18 espèces de chauves-souris qui ont pu être inventoriées dans l'aire d'étude immédiate, notamment en forêt domaniale de Détain-Gergueil, à moins d'1km du projet. L'étude d'impact sur l'environnement du projet propose de plus les niveaux de vulnérabilité suivants concernant ces espèces :

Tableau 96 : Niveaux de vulnérabilité des chiroptères détectés (ou potentiels) dans l'aire d'étude immédiate

Nom commun	Enjeu	Sensibilité	Vulnérabilité
Pipistrelle commune	Faible	Très forte (4)	Très forte*
Pipistrelle de Kuhl	Modéré	Forte (3)	Fort
Pipistrelle de Nathusius	Fort	Très forte (4)	Très forte
Pipistrelle pygmée	Faible	Forte (3)	Modéré
Sérotine commune	Faible	Forte (3)	Fort*
Noctule de Leisler	Fort	Très forte (4)	Très forte
Noctule commune	Très fort	Très forte (4)	Très forte
Murin à oreilles échancrées	Modéré	Faible (1)	Modéré
Grand murin	Modéré	Faible (1)	Modéré
Murin à moustaches	Fort	Faible (1)	Modéré
Murin de Daubenton	Faible	Faible (1)	Faible
Murin de Natterer	Fort	Très faible (0)	Modéré
Murin de Bechstein	Très fort	Faible (1)	Fort
Barbastelle d'Europe	Modéré	Faible (1)	Modéré
Oreillard roux	Modéré	Faible (1)	Modéré
Oreillard gris	Modéré	Faible (1)	Modéré
Petit rhinolophe	Modéré	Très faible (0)	Modéré*
Grand rhinolophe	Très fort	Faible (1)	Fort

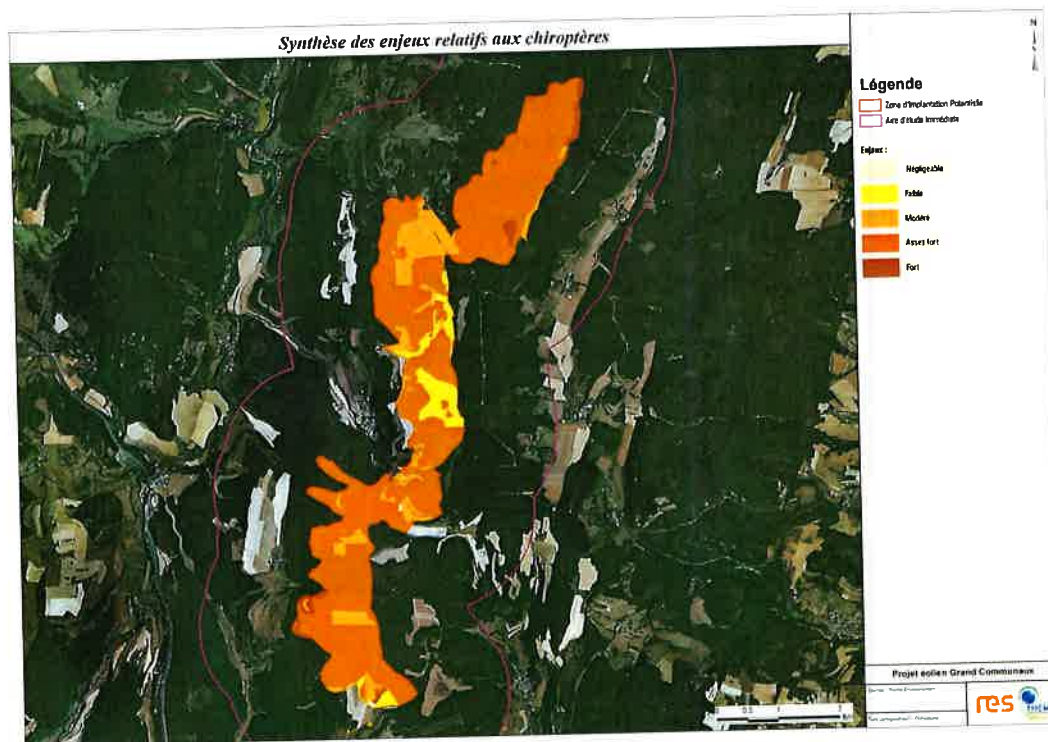
Espèces recensées dans l'aire d'étude immédiate et niveau de vulnérabilité (enjeu X sensibilité)

Source : Demande d'autorisation environnementale - Etude d'impact sur l'environnement – Projet éolien des « Grands communaux » - CEPE des Grands communaux

Ce tableau ne peut que mettre en lumière la forte vulnérabilité des espèces présentes face à l'implantation d'un parc éolien, notamment les espèces de haut-vol sensibles aux collisions comme les Noctules ou les Pipistrelles.

Dans sa carte de synthèse des enjeux relatifs aux chiroptères, le pétitionnaire indique que la quasi-totalité de la zone est en enjeu « Assez fort » à « Fort » (voir ci-dessous). Au-delà du risque de mortalité par collision, et comme pour l'avifaune, le projet va avant tout engendrer une perte d'habitats, de gîtes potentiels et de zones de chasse, ainsi qu'un évitement du secteur **qui ne peuvent amener à conclure à l'absence d'impacts résiduels**. La proposition de création d'ilots de sénescence forestiers en compensation visant à recréer des secteurs favorables aux chiroptères apparaît ici dénuée de sens. En effet, la gestion forestière des boisements en question est déjà favorable à la biodiversité. De plus, ces ilots seraient implantés à une distance maximale de 5km des mats. Quelle serait la plus-value de ces ilots dans un secteur déjà riche à l'état initial, et qui sera de fait évité par la faune volante par effet répulsif des éoliennes à proximité immédiate ?





Synthèse des enjeux relatifs aux chiroptères – Source : Etude d'impact environnementale, parc éolien des Grands Communaux – CEPE des Grands Communaux.

Là encore, les mesures proposées par la pétitionnaire permettront certes de réduire les impacts de mortalité par collision (bridage des éoliennes en période sensible notamment), mais **ne permettent en aucun cas de conclure à « l'absence d'atteinte significative »** mentionnée dans l'étude d'impact au regard de la vulnérabilité des espèces mentionnée ci-dessus.

L'implantation d'un parc éolien sur une telle zone apparaît de fait, malgré les mesures de réduction et de compensation proposées, totalement incompatible avec la préservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites Natura 2000.

Compte tenu de la sensibilité des espèces pré-citées et de leur patrimonialité, l'impact lié à l'installation d'un parc éolien en plein contexte forestier, dans une zone largement fréquentée par des espèces à fort enjeu, serait donc conséquent vis-à-vis des usages (zone de nidification, secteur de chasse, de transit...) et de l'état de conservation des espèces ayant justifié la désignation du site.

Au regard de tels niveaux d'enjeux, les mesures proposées par le pétitionnaire ne permettent pas de compenser les impacts induits par le projet, et ne permettent en aucun cas de conclure à un niveau d'impacts « faible ou non significatif » (voir ci-après Evaluation des incidences Natura 2000)

### 3. Evaluation des incidences Natura 2000

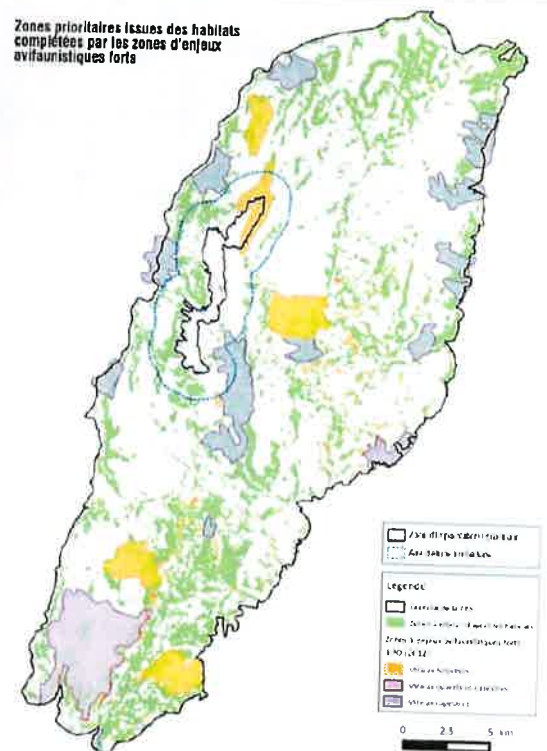
Au regard des enjeux identifiés, de l'impact du projet, et des mesures de réductions proposées par la société pétitionnaire, la MRAe avait recommandé, dans son avis rendu le 18 mars 2022, de « *réévaluer les conclusions des incidences Natura 2000 [...], de façon à porter une vigilance renforcée sur les espèces identifiées à enjeux forts à très forts dans le DOCOB de la ZPS* ».

Dans son mémoire réponse à l'avis de la MRAe (mai 2023), la société CEPE des Grands Communaux réaffirme que « *le projet a une incidence faible, voire non significative, pour les espèces présentes sur la ZIP et considérées à enjeux forts et très forts dans le DOCOB* ». Le mémoire indique de plus que « *la zone d'implantation retenue [...] évite, nonobstant sa situation en forêt [...] les secteurs présentant des enjeux avifaunistiques du DOCOB. [...] Cette situation s'est avérée acceptable du fait de la présence de boisements d'intérêt limité au regard des principaux espaces ayant justifié la désignation du site Natura 2000.* ».

Le Service gestionnaire du site Natura 2000 tient à rappeler que l'avifaune et les chiroptères sont des espèces à large territoire. Les zones identifiées comme à enjeux avifaunistiques forts (*DOCOB de la ZPS Arrière côte de Dijon et de Beaune, cartographie LPO21, 2014 – Voir ci-contre*) sont certes situées hors de la ZIP, mais se positionnent à proximité directe de cette dernière. Cela témoigne de la richesse avifaunistique du secteur, et n'empêche pas les espèces en question de fréquenter les secteurs apparaissant en dehors de la zone à enjeu sur la cartographie.

Les inventaires terrains ainsi que les données issues des bases de données locales démontrent bien ce principe. Les recensements menés en 2018 par la LPO ont d'ailleurs permis de déterminer la présence avérée de 22 espèces sensibles au risque de dérangement et/ou de collision avec les éoliennes, dont 20 inscrites à l'Annexe I de la Directive européenne « Oiseaux » (VELDMAN A. et al. (2018) -*Expertise ornithologique dans le cadre des projets de parcs éoliens des « Grands communaux » et « Chaumes des communes »*). Le secteur présente ainsi bien un **intérêt majeur démontré** pour les espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000, dans la continuité des « hotspots » identifiés à proximité immédiate.

Quant à « *l'intérêt limité des boisements* » dans lesquels ont été positionnées les éoliennes et mentionné dans l'étude d'impact, nous soulignons que la cartographie d'habitats proposée dans l'analyse fait état d'enjeu minimal « *moyen à assez fort* » pour les boisements. Outre la **présence démontrée d'habitats d'intérêt communautaire sur une grande surface de la zone** (Hêtraies neutrophiles 9130-5 : **72,89%/866,64ha**, Hêtraies-chênaies-charmaies calcicoles 9130 : **1,7%/20,26ha**, Forêts de ravin sur lapiaz 9180\* : **0,61%/7,25ha**), la présence avérée d'espèces à enjeu recensées lors des différents inventaires suffit à prouver la valeur et l'intérêt des boisements pour l'avifaune patrimoniale. De manière plus générale, le site du projet a été identifié dans sa totalité comme un **réservoir de biodiversité forestier**, par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bourgogne : la zone présente donc une responsabilité vis-à-vis de la trame verte et bleue régionale. L'atteinte à ces milieux d'enjeu régional voire national est un élément important à prendre en compte et à intégrer dans l'analyse, ce qui appuie une nouvelle fois l'importance de la préservation du secteur.





**L'étude d'impact ne peut donc en aucun cas argumenter en faveur de « l'intérêt limité des boisements » pour justifier l'implantation des mats.**

De plus, le projet vient s'ajouter à 6 parcs déjà existants et en service dans un rayon de 30km. Le dossier d'étude d'impacts environnementaux qualifie les impacts cumulés sur le milieu naturel de « faibles » : les **effets cumulatifs** de ces parcs (fragmentation et pertes d'habitats, dérangement, saturation de l'espace aérien pour la faune volante, déviation des axes de migration, risque accru de collision) sont à prendre en compte dans l'évaluation d'incidences Natura 2000 et **ne peuvent pas être minimisés**.

Le Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) a ainsi soulevé, dans son avis en date du 19 janvier 2023 que « *les mesures de réduction et de compensation ne permettront jamais d'éviter que l'état de conservation de beaucoup de ces espèces ne soit mis en cause* ». Le Service Milieux Naturels rejoint l'avis du CNPN, **les mesures de réduction et de compensation proposées dans le cadre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser sont insuffisantes face aux enjeux de biodiversité présents, et ne permettent en aucun cas de conclure à une absence d'impacts du projet sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation du site Natura 2000**. En effet, même si le pétitionnaire propose des solutions de réduction et de compensation, ces dernières ne permettront pas d'éviter que l'état de conservation des espèces impactées soit mis en cause (notamment les espèces d'intérêt communautaire inscrites aux Directives « Oiseaux » ou « Habitats, faune, flore », qui présentent des populations très faibles au sein de la ZPS, et/ou en déclin à échelle régionale voire nationale).

Pour chaque espèce à enjeu, la pétitionnaire a évalué l'impact résiduel après application de la séquence ERC à « *Faible à non significatif* ». L'impossibilité de conclure à l'absence d'impact sur les espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000 a déjà été démontrée ci-dessus. Hors, n'ont également pas été pris en compte dans l'analyse les impacts sur le long terme et à plus large échelle inhérents à la construction d'un parc éolien dans une zone à fort enjeu avifaunistique : perte d'habitats de nidification ou de chasse, évitement de la zone par les oiseaux en phase d'exploitation, fragmentation globale du territoire, altération des continuités écologiques, etc. Tout cela concourt à **diminuer la qualité des habitats disponibles** pour l'avifaune en présence, la rendant de fait moins attractive et **diminuant sa capacité d'accueil**. **Le rôle d'une ZPS n'est-il justement pas d'assurer le bon état de conservation des populations avifaunistiques en présence, en leur garantissant des habitats de qualité leur permettant la réalisation de leurs cycles vitaux ? Cela passe par le maintien de l'attractivité et de la qualité du territoire pour l'avifaune, qui semble complètement compromise par un tel projet.**

L'analyse et les conclusions sont les mêmes pour les chiroptères.

**De fait, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne peut en aucun cas conclure à un impact résiduel « Faible à non significatif » sur ces espèces.**

Nous tenons par ailleurs à rappeler que, suite à la loi APER (loi n°2023-175 du mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables) imposant aux communes de définir des Zones d'Accélération de la production d'Energie Renouvelable (ZAER), il a été décidé de **l'interdiction de désignation de zones d'accélération pour l'éolien terrestre au sein du réseau Natura 2000** (ZPS et ZSC dédiées aux chiroptères) (Article L141-5-3 du Code de l'Energie). Cela démontre encore une fois que la réalisation d'un tel projet au sein d'une Zone de Protection Spéciale, en ayant de plus mis en lumière tous les enjeux locaux inhérents à ce classement et les impacts de l'aménagement d'un parc éolien, serait donc un non-sens.

Enfin, soulignons que la MRAe tout comme le CNPN, deux instances environnementales nationales, ont émis des **avis défavorables** à la réalisation du projet, ce qui démontre une fois de plus l'incompatibilité de l'implantation d'un parc éolien sur une zone présentant de tels enjeux. Les mémoires émis par le pétitionnaire en réponse à ces deux avis n'apportent que peu d'éléments nouveaux.

## CONCLUSION

L'outil de prévention qu'est l'évaluation des incidences, réglementée par le Code de l'Environnement, par transposition des Directives européennes « Oiseaux » et « Habitat, faune, flore », vise à assurer l'équilibre entre préservation de la biodiversité et activités humaines.

L'évaluation des incidences a pour but de déterminer si le projet peut avoir un impact significatif sur les habitats, les espèces végétales et les espèces animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Si tel est le cas, l'autorité décisionnaire est tenue de s'opposer au projet.

Ainsi, le projet de parc éolien des Grands communaux va, à bien des égards et comme cela a déjà été démontré à maintes reprises, à l'encontre des Directives ou objectifs de préservation de la biodiversité établis à l'échelle régionale, nationale ou européenne. Nous tenons à souligner que ce projet va à l'encontre des engagements pris par l'État en faveur de la préservation de la biodiversité à ces mêmes échelles. Les sites Natura 2000 présentent une responsabilité vis-à-vis des espèces et habitats ayant justifié leur désignation. Ces sites doivent ainsi être gérés de façon à garantir la préservation à long terme de ces derniers.

Vu l'impact significatif démontré du projet sur les sites Natura 2000 et espèces inscrites aux différentes Directives, au regard des avis des différentes institutions concernées, et suite aux avis défavorables de la MRAe et du CNPN, nous ne pouvons que conforter ces derniers en alertant sur la non compatibilité stricte d'un tel projet avec la Zone de Protection Spéciale Natura 2000 « Arrière côte de Dijon et de Beaune ».

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président en Charge de l'Administration Générale,  
des Ressources Humaines et des Milieux Naturels  
Président du Comité de Pilotage du Site Natura 2000  
« Arrière côte de Dijon et de Beaune »

Denis THOMAS